

## Au Journal officiel du 6 au 12 décembre 2014

### Au Journal officiel du 6 au 12 décembre 2014

15/12/2014

### Au Journal officiel du 6 au 12 décembre 2014

*La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes les plus importants parus au Journal officiel.*

#### Au JO du 7 décembre 2014 :

· Décret n° 2014-1453 du 5 décembre 2014 relatif à la durée complémentaire de formation qualifiante prévue à l'article L. 122-2 du Code de l'éducation - *Modification du Code de l'éducation* ;

· Décret n° 2014-1454 du 5 décembre 2014 relatif à la **formation professionnelle des jeunes sortant sans qualification professionnelle du système éducatif** - *Modification du Code de l'éducation*.

#### Au JO du 9 décembre 2014 :

· Décret n° 2014-1458 du 8 décembre 2014 relatif à l'**organisation et au fonctionnement des juridictions de l'ordre judiciaire** - *Entrée en vigueur le 1er janvier 2015 - Modification du Code de l'organisation judiciaire* ;

· Arrêté du 14 octobre 2014 *modifiant l'arrêté du 6 novembre 2006* portant création d'un **traitement informatisé dénommé « système informatisé de suivi et de prélèvement des échéanciers de droit et amiables »** ;

· Arrêté du 4 décembre 2014 relatif au **paiement immédiat des amendes forfaitaires des contraventions constatées par procès-verbal électronique** - *Entrée en vigueur le 1er janvier 2015 - Modification du Code de procédure pénale*.

#### Au JO du 10 décembre 2014 :

· Décret n° 2014-1460 du 8 décembre 2014 *modifiant le décret n° 2008-548 du 11 juin 2008* relatif à la **commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les fonds européens** ;

· Décret n° 2014-1466 du 8 décembre 2014 *modifiant la date et les modalités d'établissement de la liste des personnes habilitées à participer aux assemblées d'actionnaires et d'obligataires des sociétés commerciales* - *Entrée en vigueur le 1er janvier 2015 - Modification du Code de commerce* ;

· Décret n° 2014-1479 du 9 décembre 2014 relatif à la **mise en œuvre de deux traitements automatisés de données à caractère personnel dénommés « Application élection » et « Répertoire national des élus »** - *Abrogation du décret n° 2001-777 du 30 août 2001* ;

· Arrêté du 17 novembre 2014 *modifiant l'arrêté du 22 janvier 2014* **fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de**

**master ;**

· Arrêté du 28 novembre 2014 fixant le modèle des demandes d'appréciation prévues aux 3° et 3° bis de l'article L. 80 B du Livre des procédures fiscales- *Abrogation de l'arrêté du 27 août 2009 ;*

· Arrêté du 8 décembre 2014 **fixant le montant des rémunérations dues en contrepartie des services rendus par la direction de l'information légale et administrative** - *Abrogation de l'arrêté du 17 novembre 2011 - Entrée en vigueur le 1er janvier 2015.*

**Au JO du 11 décembre 2014 :**

· Décret n° 2014-1482 du 9 décembre 2014 relatif aux **obligations d'information et de fourniture concernant les pièces détachées indispensables à l'utilisation d'un bien** - *Les dispositions de l'article 1er du présent décret ne s'appliquent qu'aux biens mis pour la première fois sur le marché à compter du 1er mars 2015 - Modification du Code de la consommation.*

**Au JO du 12 décembre 2014 :**

· Ordonnance n° 2014-1490 du 11 décembre 2014 **complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables aux métropoles**- *Modification du Code général des collectivités territoriales - Les dispositions de la présente ordonnance entrent en vigueur le 1er janvier 2016. Toutefois, les métropoles ont la faculté, sur délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale auquel elles succèdent, d'appliquer les dispositions de l'article 1er de la présente ordonnance le 1er janvier 2015 ;*

· Décret n° 2014-1484 du 11 décembre 2014 relatif à **l'aide mutualisée aux élèves en situation de handicap** - *Modification du Code de l'éducation ;*

Et décret n° 2014-1485 du 11 décembre 2014 portant diverses dispositions relatives à la scolarisation des élèves en situation de handicap - *Modification du Code de l'éducation ;*

· Décret n° 2014-1486 du 10 décembre 2014 portant **création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé logiciel de rédaction des procédures de la douane judiciaire (LRPDJ)** - *V. aussi la délibération de la CNIL n° 2014-011 du 16 janvier 2014 ;*

· Décret n° 2014-1488 du 11 décembre 2014 relatif au **traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Soutien d'une proposition de loi au titre du troisième alinéa de l'article 11 de la Constitution »** - *V. aussi la délibération de la CNIL n° 2014-465 du 20 novembre 2014 ;*

· Décret n° 2014-1489 du 11 décembre 2014 modifiant le Code de la consommation en ce qui concerne **notamment l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires**- *Modification du Code de la consommation et modification/abrogation de plusieurs textes non codifiés ;*

· Arrêté du 2 décembre 2014 relatif aux **modalités d'information sur l'absence de délai de rétractation au bénéfice du consommateur dans les foires et salons** - *Les dispositions prévues à l'article 2 du présent arrêté entrent en vigueur à compter du 1er mars 2015.*

**La Rédaction Législation**